

SOCIÉTÉ DES MUSÉES DE SCIENCES ET  
TECHNOLOGIES DU CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL  
(NON VÉRIFIÉ)

POUR LE TRIMESTRE AYANT PRIS FIN  
LE 30 JUIN 2011

# Compte rendu (non vérifié)

30 juin 2011

Cette section du rapport présente le compte rendu de la direction concernant le rendement financier de la Société au cours du trimestre ayant pris fin le 30 juin 2011. Veuillez la lire conjointement avec les états financiers trimestriels de la Société, présentés dans la section suivante.

## APERÇU

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2011-2012, la Société a centré ses efforts sur la création d'une présence nationale et le partage des connaissances. Le thème « Parlons énergie » est le catalyseur qui permettra aux Canadiens d'engager des discussions constructives qui, souhaitons-le, conscientiseront la population aux sources et aux comportements énergétiques alternatifs. Tous les employés ont travaillé de près ou de loin à cette initiative majeure; des ententes ont été conclues avec des partenaires de tout le pays et trois expositions ont été élaborées. La première a été inaugurée en juin 2011 au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, tandis que les deux autres, tenues respectivement au Musée des sciences et de la technologie du Canada et au Musée de l'agriculture du Canada, ouvriront leurs portes en septembre 2011. La Société a poursuivi la mise en œuvre des projets financés par les fonds d'infrastructure de 2006 et de ceux financés grâce au budget de 2008, alloué de façon graduelle sur cinq ans. La construction de l'auditorium et des salles de classe du Musée de l'aviation et de l'espace du Canada a été achevée en février 2011, et une nouvelle boutique y a aussi été ouverte en avril 2011. L'attention de la Société se tourne maintenant vers le Musée de l'agriculture du Canada. La conception architecturale est en cours et mènera à d'importantes modifications au site, afin de répondre à la demande et de rendre ce marché en plein essor opérationnel à l'année.

## BILAN FINANCIER

À la fin du premier trimestre de 2011-2012, la Société avait enregistré une perte de 753 000 \$, comparativement à une perte de 1 204 000 \$ pour le trimestre comparatif de l'année précédente. Le caractère saisonnier des opérations engendre des coûts importants pour les musées au cours du premier trimestre, alors qu'ils se préparent pour la saison estivale, au cours de laquelle la tendance devrait se renverser et l'augmentation des revenus devrait compenser ces pertes. La Société a mis en œuvre des stratégies de réduction des coûts qui ont aidé à réduire l'impact des réductions budgétaires et de l'inflation liée au coût des bâtiments. Une de ces stratégies consiste à limiter les dépenses d'immobilisation aux projets financés par des fonds d'immobilisation déterminés. De plus, une grande part des dépenses liées à l'exposition sur l'énergie a été payée grâce aux commandites obtenues par la Société.

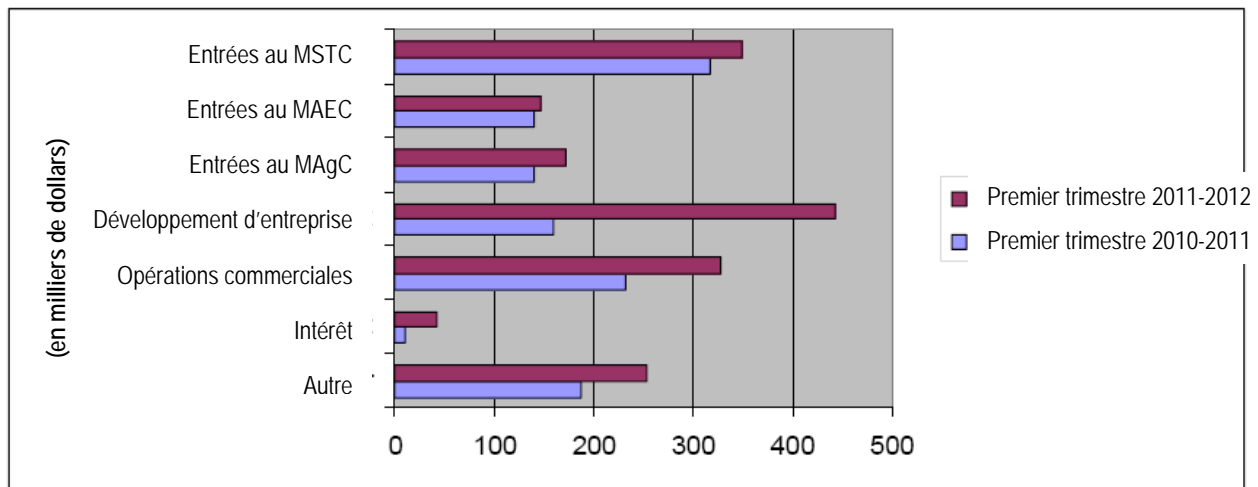
Malgré des efforts considérables pour réduire le déficit, la Société est confrontée à d'importantes pressions financières et se voit forcée d'accentuer la réallocation des fonds des activités clés des musées pour pouvoir répondre aux exigences permanentes liées aux installations. L'année dernière, la Société a eu la chance de recevoir une injection de 3,7 M\$ pour l'aider à stabiliser ses opérations. Malgré tous ses efforts, la Société n'a toutefois pas réussi à résoudre ses problèmes financiers à long terme.

Voici un résumé des activités financières pour le premier trimestre de 2011-2012 :

# Compte rendu (non vérifié)

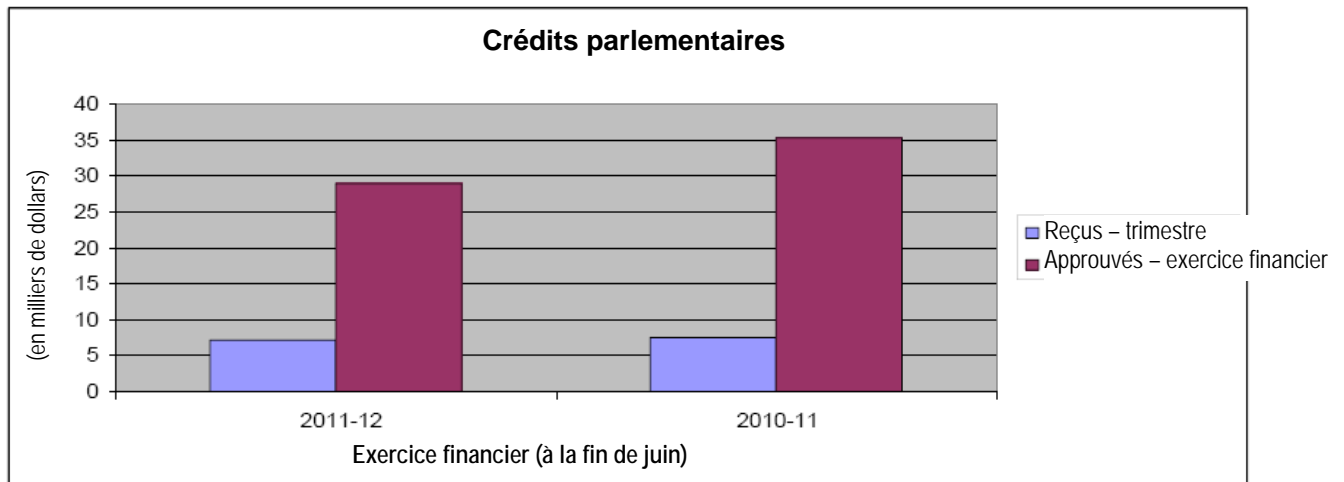
## Revenus

La génération de revenus continue d'être une priorité de la Société pour contrer la montée des coûts. Au premier trimestre de 2011-2012, la Société a enregistré des revenus de 1,7 M\$, une augmentation de 643 000 \$ par rapport à l'an passé. Les opérations commerciales ont augmenté de 96 000 \$ grâce à l'ouverture d'une nouvelle boutique au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. Les revenus de la Division du développement d'entreprise ont quant à eux augmenté de 378 000 \$. Plusieurs commandites liées aux expositions sur l'énergie ont été incorporées aux revenus de cette division au cours du premier trimestre. La Société a aussi reçu 127 000 \$ de la Fondation de la Société des musées de sciences et technologies du Canada.



## Crédits parlementaires

Selon la comptabilité d'exercice, la Société a reçu un total de 7,5 M\$ en crédits. Le montant des crédits parlementaires reçus par la Société a baissé de 0,4 M\$ par rapport à la même période l'an passé, une réduction de 5 %. Pour l'exercice 2011-2012, le total des crédits approuvés est de 29 M\$ (35,4 M\$ en 2010-2011) et comprend 2,6 M\$ provenant de financement ponctuel du budget 2008 pour des projets spécifiques (5,1 M\$ en 2010-2011).

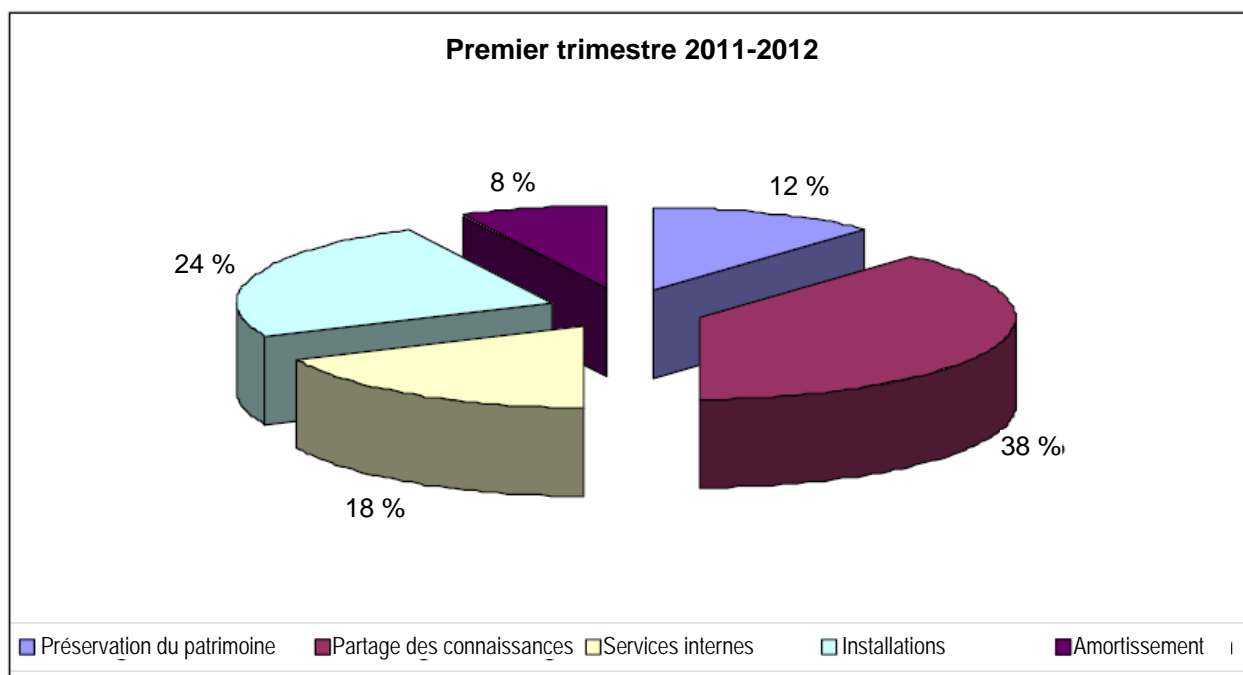


# Compte rendu (non vérifié)

## Dépenses d'exploitation

Les dépenses totales de la Société ont atteint 10 M\$ au premier trimestre de 2011-2012; le personnel (5,4 M\$) et les coûts liés aux édifices (2,4 M\$) représentent les deux principaux secteurs de dépenses.

Cette hausse par rapport à l'an passé était prévue. Elle est principalement attribuable à la mise en œuvre des expositions sur l'énergie dans les trois musées; ces chiffres sont affichés dans le tableau des dépenses, aux lignes « Coût du personnel » et « Conception et affichage ». L'inflation est l'autre facteur ayant contribué à la hausse des dépenses. Malgré la mise en place de mesures de réduction des coûts, la Société a vu le total de ses coûts d'exploitation du premier trimestre augmenter de 800 000 \$ par rapport au même trimestre de l'exercice 2010-2011.



## Dépenses en capital

Au cours du premier trimestre de 2011-2012, la Société a investi environ 800 000 \$ en immobilisations (1,1 M\$ en 2010-2011). Le projet le plus important a été la construction de la boutique ayant ouvert ses portes en avril 2011 au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. Le financement de ce projet venait du fonds d'infrastructure de 2006 alloué à la construction de nouvelles installations génératrices de recettes à ce musée.

# Compte rendu (non vérifié)

## ANALYSE DES RISQUES

### Installations

La Société est propriétaire d'une grande variété de biens immobiliers. Il est à noter que, hormis le Musée de l'aviation et de l'espace, les bâtiments occupés par la Société n'ont jamais été conçus pour accueillir une collection nationale d'artefacts de valeur ou pour garantir un environnement d'accueil sûr et sécuritaire aux visiteurs. Les artefacts sont de fait entreposés dans des bâtiments industriels ayant déjà dépassé leur capacité. Bien que planifiée et gérée convenablement, la croissance de la collection fait en sorte qu'il est difficile pour la SMSTC, avec ses ressources actuelles, d'entreposer adéquatement tous les artefacts. La Société poursuit son travail pour obtenir des installations adéquates, afin de régler les problèmes liés à la qualité insuffisante de ses bâtiments actuels et à la saturation de ses espaces d'entreposage.

La Société continue aussi à rénover ses infrastructures en réduisant les zones à risque élevé grâce au financement ponctuel reçu du gouvernement du Canada en 2006 et 2008, financement qui, dans les deux cas, fait partie d'un plan quinquennal ayant été mis en œuvre selon les échéances. Les efforts se concentrent actuellement surtout sur le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et sur le Musée de l'agriculture du Canada. Nous continuons par ailleurs à investir dans le bâtiment qui abrite le Musée des sciences et de la technologie du Canada, malgré le fait que nous espérons le quitter. Les investissements récents se sont limités aux domaines suivants : exigences législatives, santé et sécurité, et efficacité énergétique. Concernant cet édifice, certains investissements en immobilisation seraient essentiels, mais n'ont toujours pas de financement.

### Défis en matière de ressources humaines

Le personnel de la Société est composé d'un éventail talentueux de chercheurs en conservation, de concepteurs et de monteurs d'exposition, d'éducateurs et d'experts en conservation, pour n'en nommer que quelques-uns. Comme plusieurs employés d'expérience prendront leur retraite au cours des cinq prochaines années, la planification de la relève constitue une priorité pour la Société. Un plan de relève complet est en place pour garantir la continuité au sein de l'organisation. Disposant de très peu de ressources, la Société privilégie la formation en cours d'emploi et le mentorat à l'interne pour certains postes à risque. Afin d'aider les employés à développer leur esprit d'initiative, la Société bénéficie aussi gracieusement des services d'un conseiller à temps plein en résidence.

La Société se réjouit de pouvoir respecter les lois sur l'équité salariale; les coûts importants qui en découlent n'ont toutefois jamais été financés (environ 1 M\$). La convention collective a pris fin le 31 mars 2011, et les négociations sont en cours.

### Financement

La viabilité financière de la Société continue d'être une de nos principales préoccupations. La Société dépend fortement du financement gouvernemental pour pouvoir s'acquitter de son mandat.

L'inflation et la hausse des coûts liés au fonctionnement et à l'entretien du hangar d'entreposage ont engendré une réallocation des fonds, pour satisfaire aux exigences liées aux bâtiments; cela s'est fait au détriment de la raison d'être de l'institution, qui est la préservation du patrimoine et le partage des connaissances. La hausse des coûts non discrétionnaires a aussi miné la capacité de la Société à allouer des fonds à la recapitalisation des biens et de l'équipement. Le financement actuel ne permet pas à la Société d'élaborer des expositions et d'investir en immobilisation sans devoir compter sur le financement du secteur privé, dans le premier cas, et sur les injections ponctuelles de crédits en immobilisation, dans le second.

## Compte rendu (non vérifié)

Pour pallier la baisse du financement, la Société a déjà mis en œuvre plusieurs stratégies de stabilisation des coûts : aucune nouvelle exposition n'est créée à moins d'être financée par des commandites, l'entretien et la réparation des édifices ont été reportés, l'utilisation de l'équipement a été prolongée au-delà de sa durée de vie utile, et des programmes d'efficacité énergétique et de réduction des frais de personnel ont été mis en place. Ces initiatives ont contribué à stabiliser les dépenses, mais elles ne suffisent pas à combler la baisse du financement et ne pourront pas être maintenues à long terme.

Étant donnée cette situation financière, la création de revenus continue d'être un des principaux objectifs de la Société. L'amélioration des installations à but lucratif a porté ses fruits; les revenus liés à la location des installations et à la vente au détail ont en effet augmenté au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La fondation créée pour appuyer l'organisation a tenu deux événements au cours du premier trimestre de 2011-2012, recueillant ainsi 150 000\$. D'importantes commandites, allouées aux expositions sur l'énergie, ont aussi été enregistrées au cours du trimestre. Ces initiatives ont généré des revenus additionnels, mais ceux-ci ne sont pas suffisants pour compenser la hausse des frais de fonctionnement. La Société continuera de surveiller et de tirer parti de toutes les possibilités pouvant aider dans ce domaine.

### RÉSUMÉ

D'importants progrès sont à signaler dans l'élaboration de l'initiative sur l'énergie, avec l'ouverture de l'exposition « Vers un ciel vert » au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et la préparation des deux autres expositions sur l'énergie qui seront inaugurées très bientôt.

Les installations continuent de s'améliorer grâce au fonds dédié aux infrastructures, particulièrement au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, où la construction d'une nouvelle boutique améliorée a permis de générer des revenus supplémentaires.

L'amélioration de la situation financière a été et demeurera l'un des principaux objectifs de la Société. Les questions de la hausse des coûts relatifs aux installations et des frais de fonctionnement du hangar d'entreposage restent pour l'instant irrésolues. Une solution adéquate devra être trouvée pour faire face à ces pressions financières et stabiliser la prestation de programme, afin d'honorer notre mandat en partageant cette collection et ces connaissances précieuses avec tous les Canadiens. La Société dispose d'atouts importants, comme une collection de classe mondiale et un personnel exceptionnel qui, malgré les ressources limitées, a toujours offert au public des programmes de grande qualité. Dans une économie du savoir, la science et l'innovation sont des ingrédients importants de la recette du succès pour notre pays. La Société continuera de partager ce savoir pour aider les Canadiens à découvrir le passé et à comprendre le présent, afin de leur permettre de façonner l'avenir.

# États financiers trimestriels (non vérifiés)

## Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

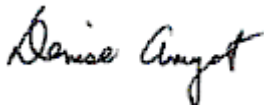
### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient des registres et documents comptables, des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une assurance raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à ses règlements ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

La présidente-directrice générale,



Denise Amyot

Le directeur général des opérations,



Fernand Proulx

Le 25 août 2011

## BILAN (non vérifié)

30 juin

(en milliers de dollars)

2011

2010

### ACTIF

#### À court terme

Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 881 \$	16 721 \$
Créances		
Ministères	1 180	154
Clients	506	390
Stocks	455	321
Frais payés d'avance	176	205

13 198

17 791

Collection (note 3)

1

1

Immobilisations corporelles

64 915

59 243

Immobilisations incorporelles

346

312

78 460 \$

77 347 \$

### PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

#### À court terme

Créditeurs et charges à payer

Ministères	789 \$	789 \$
Salaires à payer et autres	3 166	3 783

Tranche à court terme des avantages

sociaux futurs	552	731
----------------	-----	-----

Produits et crédits parlementaires reportés

772

741

5 279

6 044

Avantages sociaux futurs

1 986

2 085

Avance à long-terme (note 4)

4 533

4 533

Financement des immobilisations reporté

57 108

56 027

68 906

68 689

#### CAPITAUX PROPRES

Surplus d'apport

10 102

10 102

Bénéfices non répartis (déficit)

(548)

(1 444)

9 554

8 658

78 460 \$

77 347 \$

Éventualités (notes 8)

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

Trimestre ayant pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>SURPLUS D'APPORT</b>		
Surplus d'apport au début du trimestre	10 102 \$	10 102 \$
Surplus d'apport du trimestre	-	-
Surplus d'apport à la fin du trimestre	10 102	10 102
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS</b>		
Bénéfices non répartis (déficit) au début du trimestre	205	(240)
Perte pour le trimestre	(753)	(1 204)
Déficit à la fin du trimestre	(548)	(1 444)
<b>CAPITAUX PROPRES À LA FIN DU TRIMESTRE</b>	<b>9 554 \$</b>	<b>8 658 \$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU (non vérifié)

Trimestre ayant pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>PRODUITS</b>		
Droits d'entrée		
Sciences et technologie	349 \$	318 \$
Aviation	146	140
Agriculture	173	140
Activités commerciales	327	231
Développement d'entreprise	442	159
Intérêts	43	10
Autres	253	187
Total des produits	1 733	1 185
<b>CHARGES (tableau)</b>		
Préservation du patrimoine	1 164	1 251
Partage des connaissances	3 842	3 441
Services Internes	1 808	1 706
Installations	2 418	2 137
Amortissement des immobilisations corporelles	759	656
Total des charges	9 991	9 191
Excédent des charges sur les produits	(8 258)	(8 006)
Crédits parlementaires (note 11)	7 505	6 802
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	(753)	(1 204)
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU</b>		
Apports pour des fins déterminées reçus au cours du trimestre	127	-
Apports dépensés au cours du trimestre	(127)	-
Autres éléments du résultat étendu du trimestre	-	-
Résultat étendu (perte) pour le trimestre	(753) \$	(1 204) \$

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

Trimestre ayant pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars)

	2011	2010
<b>Activités d'exploitation</b>		
Encaissements (clients)	1 228 \$	1 533 \$
Crédits parlementaires reçus	6 847	8 158
Décaissements (employés et fournisseurs)	(10 403)	(7 434)
Intérêts reçus	43	11
<b>Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>2 285</b>	<b>2 268</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(802)	(2 695)
<b>Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(802)</b>	<b>(2 695)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Crédits parlementaires reçus pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	487	1 522
Apports affectés reçus	127	-
<b>Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>614</b>	<b>1 522</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 473)	1 095
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	13 354	15 626
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>10 881 \$</b>	<b>16 721 \$</b>

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

Les états financiers trimestriels de la Société des musées des sciences et des technologies doivent être lus de concert avec les états financiers annuels vérifiés les plus récents ainsi qu'avec le compte rendu faisant partie du rapport financier trimestriel.

## 1. Pouvoirs, mission et activités

Le Musée national des sciences et de la technologie a été constitué le 1<sup>er</sup> juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*, et est une société d'État mentionnée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas sujette à l'impôt sur les bénéficiaires en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Tel que le mentionne la *Loi sur les musées*, la Société a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

La Société exerce ses activités sous le nom de la Société des Musées de sciences et technologies du Canada. Elle gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada et le Musée de l'agriculture du Canada. Les activités de la Société sont réparties en quatre activités complémentaires :

### Préservation du patrimoine

Cette activité comprend la documentation, le catalogage, la conservation, la recherche historique, la bibliothèque et les services connexes.

### Partage des connaissances

Cette activité comprend l'élaboration et l'entretien des expositions, les programmes d'interprétation et d'enseignement, de communication et de promotion, la diffusion sur le Web et les autres services aux visiteurs.

### Services internes

Cette activité comprend les services de ressources humaines, finances et gestion des installations, développement d'entreprise et activités commerciales qui sont tous gérés centralement.

### Installations

Cette activité comprend les frais de fonctionnement et d'entretien des immeubles qui nous appartiennent et de ceux qui sont loués ainsi que les services de sécurité.

## 2. Conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément avec la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, qui sont consistants aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes gouvernementaux sans but lucratif. Cependant, ces états financiers trimestriels n'ont pas été préparés selon les normes comptables pour le secteur public pour la présentation. La présentation, les conventions comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents. Les conventions comptables importantes sont :

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

## (a) Équivalents de trésorerie

Les placements de la Société sont très liquides, ont un terme à courir de moins de 90 jours et comprennent des placements dans les banques de l'annexe A, des effets garantis par les gouvernements et des effets commerciaux cotés A++ par la Société canadienne d'évaluation du crédit.

## (b) Créances

La Société établit une provision pour créances douteuses qui reflète la baisse de valeur estimative des créances. La provision est basée sur les comptes à recevoir spécifiques et est déterminée en considérant les connaissances de la Société sur la situation financière de ses clients, l'âge des comptes à recevoir, le climat politique et économique actuel, la concentration des clients, les normes de l'industrie et l'historique de recouvrement. Les pertes sur créances sont comptabilisées dans l'état des résultats et du résultat étendu, dans les charges d'exploitation.

## (c) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

## (d) Collection

La collection forme la plus grande part de l'actif de la Société, mais elle est comptabilisée à la valeur nominale de 1 000 \$ au bilan, vu les difficultés pratiques de lui attribuer une valeur significative. Les objets de collection acquis par la Société sont comptabilisés comme charges dans l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la Société sont enregistrés comme actifs à la valeur nominale.

## (e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon les méthodes suivantes. Les immobilisations corporelles dont la Société s'est portée acquéreur et qui lui appartiennent sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative. Les terrains et bâtiments appartenant au gouvernement du Canada et sous le contrôle de la Société sont comptabilisés à leur coût historique estimatif moins l'amortissement cumulé, dans le cas des bâtiments. Le coût historique estimatif net des bâtiments a été crédité au financement des immobilisations reporté et le coût historique estimatif des terrains a été crédité au surplus d'apport. Les terrains dont le coût historique ne peut pas être établi avec une certaine assurance sont comptabilisés à une valeur nominale et un montant correspondant est crédité au surplus d'apport. Les améliorations qui prolongent la vie utile ou le potentiel de service des bâtiments sont comptabilisées au prix coûtant. Les améliorations aux bâtiments sont amorties sur la durée de vie utile restante du bâtiment ou la durée de vie utile des améliorations, selon le moins élevé des deux.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire fondé sur la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles, selon la règle de la demi-année pendant l'exercice d'acquisition, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations aux bâtiments	10 à 25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Matériel	5 à 12 ans

Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont virées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

### (f) Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis par la Société sont comptabilisés au prix coûtant et amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie estimative de cinq ans, en utilisant la règle de la demi-année pour l'année d'acquisition. L'amortissement commence lorsque le logiciel est prêt à être utilisé et mis en service.

Les immobilisations incorporelles comprennent aussi un droit de passage que la Société a acquis de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée afin de conserver l'accès aux chemins de fer. Le droit de passage est comptabilisé au coût et n'est pas amorti compte tenu qu'il a une durée de vie utile indéfinie. L'actif intangible est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment, si des événements ou changements de circonstances indiquent que l'actif a subi une perte de valeur.

### (g) Avantages sociaux futurs

#### i) Régime de retraite

L'ensemble des employés de la Société participe au Régime de retraite de la fonction publique, un régime à prestations déterminées établi en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les cotisations doivent être versées par les employés et la Société afin de couvrir les coûts liés au service courant. En vertu de la loi actuelle, la Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer d'autres cotisations en ce qui concerne les services passés ou du déficit du régime. Par conséquent, les cotisations sont comptabilisées dans les dépenses de l'année où les services ont été rendus et représentent l'obligation totale des avantages sociaux futurs de la Société.

#### ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités constituées. Ces indemnités représentent pour la Société une obligation dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

### (h) Constatation des produits

#### i) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada procure des fonds à la Société. Les crédits parlementaires reçus pour réaliser des projets spécifiques sont comptabilisés à titre de produits et crédits parlementaires reportés et sont constatés dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. La portion du crédit parlementaire affectée à l'achat de biens immobilisés amortissables est comptabilisée à titre de financement des immobilisations reporté et est amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations corporelles correspondantes. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé dans l'état des résultats et du résultat étendu de l'exercice pour lequel il est approuvé.

#### ii) Développement d'entreprise

Les apports reçus pour des fins déterminées sans rapport avec les propriétaires sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat étendu et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sans rapport avec les propriétaires sont constatés à titre de produits au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception peut être raisonnablement assurée.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

Les commandites sont comptabilisées à titre de produits reportés et constatées à titre de produits au cours de l'exercice où les charges connexes sont engagées. Les apports et les commandites en nature sont constatés à leur juste valeur de marché estimative lorsqu'ils sont reçus. Le nombre d'heures de travail effectuées chaque année par les bénévoles est élevé. Or, en raison de la difficulté d'en déterminer la juste valeur, les apports sous la forme de services ne sont pas constatés dans les présents états financiers.

Les produits d'adhésion pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus sont reportés et constatés à titre de produits au moment où le service est rendu. Les produits de commandites et d'adhésion reportés sont comptabilisés à titre de produits reportés.

### iii) Droits d'entrée, activités commerciales et autres produits

Les produits provenant des droits d'entrée, des activités commerciales et d'autres sources sont constatés au cours de l'exercice où les biens ou les services sont rendus par la Société. Les montants reçus pour des services futurs sont comptabilisés à titre de produits reportés.

### iv) Produits d'intérêts

Les intérêts sont constatés et comptabilisés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont gagnés, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### (i) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers de la Société sont classés et évalués de la façon suivante :

<b>Actif/Passif</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Évaluation</b>
<b>Actifs:</b>		
Trésorerie	Détenue à des fins de transaction	Juste valeur
Équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Créances	Prêts et créances	Coût après amortissement
<b>Passifs:</b>		
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers	Coût après amortissement

### (j) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments qui font l'objet d'estimations sont les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les avantages sociaux futurs et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les montants réels pourraient différer significativement des estimations.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

## (k) Modifications comptables à venir

À compter du 1er avril 2011, la Société qui était précédemment classifiée dans la catégorie des organismes publics de type commercial est reclassée à titre d'organismes sans but lucratif et est requise d'adopter les normes comptables (série 4200) pour le secteur public applicables à ce type d'organisme.

La Société a choisi d'utiliser la même base de présentation pour ses états financiers trimestriels que celle adoptée pour ses plus récents états financiers annuels vérifiés. La Société a aussi choisi de ne pas adopter des conventions comptables modifiées lors d'un trimestre mais plutôt d'adopter de telles conventions à compter des états financiers de fin d'exercice. Ainsi, les états financiers trimestriels ne comprennent pas l'impact possible des conventions comptables pour le secteur public sur la présentation et en lien avec les avantages sociaux futurs. La Société a conçu et est en train d'appliquer un plan pour modifier la base de présentation de ses états financiers et revoir ses normes comptables relatives au calcul de l'obligation pour les indemnités de départ et pour les congés de maladie qui s'accumulent mais qui sont non remboursables. La nouvelle base de présentation et les nouvelles conventions comptables seront adoptées sur une base rétroactive pour l'année fiscale qui se terminera le 31 mars 2012.

## 3. Collection

Une partie de la mission de la Société est de « promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques... ». Cette collection représente l'actif principal de la Société et est répartie entre les secteurs suivants :

- Communications
- Ressources non-renouvelables et design industriel
- Ressources naturelles
- Sciences physiques et médecine
- Ressources renouvelables qui comprend l'agriculture et la foresterie
- Instruments, outils et systèmes avec applications directes en mathématiques, en chimie, en physique ainsi qu'en astronomie, astrophysique, météorologie, arpentage et cartographie, technologies de l'information
- Transports : terrestre, maritime et aérien



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

## 4. Avance à long-terme

La Société a reçu des fonds du Secrétariat du Conseil du Trésor pour construire des salles de classe, des espaces de vente au détail et un auditorium au Musée de l'aviation et de l'espace du Canada. La Société a aussi obtenu du financement pour établir une fondation pour la Société des musées de sciences et technologies du Canada.

(en milliers de dollars)	2010	2009
Financement pour la construction d'installations génératrices de profit	4 208 \$	4 208 \$
Financement pour l'établissement d'une fondation	325	325
	4 533 \$	4 533 \$

La Société a reçu les fonds sur la prémisses qu'elle devra rembourser le financement pour la construction d'installations génératrices de profit sur une période pouvant aller jusqu'à vingt-cinq années et le financement pour l'établissement d'une fondation sur une période de six années. Un mécanisme de remboursement de l'avance sera défini et la Société n'a pas d'intérêt à payer sur cette avance de fonds.

## 5. Crédits parlementaires

(en milliers de dollars)	2011	2010
Budget principal des dépenses d'exploitation et en immobilisations	7 260 \$	7 668 \$
	7 260	7 668
Crédits parlementaires reportés utilisés au cours du trimestre pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables	315	-
Crédits parlementaires reçus au cours du trimestre pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables dans les exercices ultérieurs	-	(420)
Montant utilisé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables	(802)	(1 102)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	732	656
Crédits parlementaires	7 505 \$	6 802 \$

## 6. Fondation de la Société des musées des sciences et technologies du Canada

La Fondation de la Société du musée des sciences et de la technologie du Canada (Fondation) a été constituée le 14 novembre 2007 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008. La Fondation est une entité juridique distincte de la Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada et elle a pour mandat de recueillir des fonds qui seront tous utilisés pour des projets déterminés par la Fondation.

La Fondation recueille des fonds auprès de mécènes, de sociétés, d'associations et de la collectivité. Les contributions de la Fondation à la Société seront comptabilisées à titre de revenus de développement d'entreprise dans l'état des résultats et du résultat étendu de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS NON VÉRIFIÉS

30 juin 2011

### 7. Opérations entre apparentés

La Société a engagé des charges telles que les impôts fonciers, la location d'immeubles et les avantages sociaux avec des parties liées. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

De plus, au cours du premier trimestre, la Société a aussi reçu gratuitement des autres organisations gouvernementales les services suivants :

- Les salaires et les dépenses connexes des employés des organisations gouvernementales affectés à la Société;
- Les services de vérification ont été offerts par le Bureau du vérificateur général du Canada;
- La location des édifices et des installations connexes du Musée de l'agriculture du Canada sur le site de la Ferme Expérimentale du Canada a été fournie par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Ces services offerts gratuitement n'ont pas été comptabilisés dans l'État des résultats et du résultat étendu de la Société.

### 8. Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou poursuites légales soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société. Au 30 juin 2011, aucune provision n'a été comptabilisée. S'il y a lieu, l'effet final de ces revendications ou poursuites sera comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles pourront être déterminées.

## TABLEAU DES CHARGES (non vérifié)

Trimestre ayant pris fin le 30 juin

(en milliers de dollars)	2011	2010
Coût du personnel	5 378 \$	5 128 \$
Amortissement des immobilisations	759	656
Conception et affichage	550	145
Services professionnels et spéciaux	501	429
Location d'immeubles	482	500
Impôt foncier	471	455
Matériaux et fournitures	327	281
Frais de gestion immobilière	294	326
Services publics	261	223
Réparation et entretien des bâtiments	202	247
Services de protection	174	179
Boutiques et commercialisation des produits	136	96
Publications	121	70
Communications	70	63
Déplacements	65	94
Publicité	52	68
Réparation et entretien du matériel	43	27
Fournitures et matériel de bureau	36	34
Location de matériel	28	16
Acquisition d'objets pour la collection	16	8
Livres	11	13
Divers	8	87
Fret, messageries et camionnage	6	46
Total des charges	9 991 \$	9 191 \$